

Compte rendu de mandat : CTE du 18 octobre.

Prime de service 2012 :

Suite à l'instauration du jour de carence, dont Force Ouvrière continue de revendiquer l'abrogation, nous avons demandé l'ouverture d'une négociation sur le mode de calcul de la prime de service annuelle afin d'éviter "la double peine" aux collègues malades à savoir et le retrait du jour de carence pour chaque arrêt maladie et la diminution de la prime de service pour absentéisme, aggravée ici par le mode de calcul propre au CHS Vinatier qui, avec la seconde et troisième retenues, peut voir un agent pour un jour de maladie perdre plusieurs centaines d'€ au total !

La direction présente une formule sans changement, arguant que les textes imposent que « *la prime de service tienne compte des jours d'absence.* »

Pour FO, cette "contrainte juridique" est remplie par la première retenue, puisque les agents se voient retirer 1/140ème par jour d'absence, y compris sur les jours de repos inclus dans la période d'arrêt alors même qu'ils n'auraient pas été présents en service. Il est donc inutile d'en rajouter avec la 2ème et surtout la 3ème retenue. Force Ouvrière maintient donc sa revendication et demande à la direction d'ouvrir des négociations sur ces modalités de distribution.

Face au vote unanime des syndicats contre la formule de calcul qu'elle présente, la direction qui comme la loi l'y contraint dans ce cas doit représenter le projet en CTE, ouvre la porte à une modification, ce dont nous prenons acte et attendons des propositions précises faisant cesser cette injustice.

Cependant, dans ce cadre, Force Ouvrière met en garde contre les tentations, évoquées par la Direction Générale, de remise en cause du statut au travers de traitements individualisés des questions :

- possibilité pour éviter la retenue du jour de carence de "*régularisation à posteriori par des RTT ou congés*" dans le cadre d'une "*relation de confiance avec le cadre*", en cas "*d'arrêts justifiés*",
- voire déconnexion du calcul de la prime et de l'absentéisme pour la baser sur "*l'intéressement et l'atteinte des objectifs fixés par le chef de pôle*".

Force Ouvrière ne permettra pas que le droit à congé pour maladie, le droit aux CA et RTT ou la détermination du montant de la prime de service des agents soient ainsi livrés au bon vouloir des chefs de pôles dans le cadre du vademecum dont chacun constate chaque jour davantage les méfaits.

L'acompte sur la prime de service 2012 sera versé sur la paie d'octobre selon les critères suivants :

- 100 € pour les agents ayant entre 90 et 180 jours d'activité.
- 280 € pour les agents ayant au moins 180 jours d'activité.

Crèche du personnel :

La DRH informe le CTE qu'à l'occasion du renouvellement du contrat avec Desgenettes, le nombre de places de crèche réservées à cet établissement a été ramené de 10 à 5. Il en sera de même lorsque sera renouveler le contrat avec les HCL. Ce qui représente donc **au total 10 places supplémentaires pour les agents du Vinatier.**

Force Ouvrière qui milite depuis des années pour que la crèche du Vinatier redevienne ce pour quoi elle a été créée : une crèche hospitalière apportant aux agents de l'hôpital, et en particulier aux collègues en équipe, une solution de garde pour leurs enfants, se félicite de cette nouvelle qui va permettre de satisfaire des demandes jusque là sans réponse satisfaisante.

Externalisation des transferts de patients en ambulance :

La direction se défend d'avoir l'intention d'externaliser les transferts, affirmant que l'hôpital assure "*99% des transports qui sont à sa charge*".

Il n'en reste pas moins qu'elle justifie **le recours de plus en plus fréquent aux ambulances privées** par "*l'impossibilité de se faire rembourser le coût des transferts lorsqu'ils sont à la charge de l'assurance maladie*" selon Mme la directrice des services logistiques, ou "*l'urgence dans laquelle les transferts doivent être organisés, puisque en raison de la pénurie de lits, lorsqu'un lit se libère dans l'établissement censé accueillir le patient, le transfert doit être fait dans les heures qui suivent sinon le lit n'est plus disponible*", selon M. le directeur des soins.

Domage qu'il ne soit pas aussi combattif et convaincant lorsqu'il s'agit d'empêcher les fermetures à l'origine de la pénurie de lits qu'il semble ne regretter que lorsqu'elles affectent les autres établissements.

Ces arguties ne trompent personne, il y a bien un recours de plus en plus fréquent aux ambulances privées pour des transferts qui jusqu'à présent étaient assurés par les collègues ambulanciers de l'hôpital. Et cela a des conséquences concrètes pour les collègues infirmier(e)s chargé(e)s de l'accompagnement :

- pressions sur les agents pour modifier en dernière minute leurs horaires de travail afin d'assurer les transferts dans l'urgence, comme cette infirmière appelée par le BSI un dimanche 14h25, soit 5 mn avant la fin de son service pour lui ordonner d'assurer le lendemain matin le transfert à Perpignan d'un patient accueilli à l'UMA qu'elle n'avait jamais vu au motif que son service était de tour de hors secteur ...
- ou pire encore, transferts organisés dans des conditions qui mettent en danger la sécurité des patients et des accompagnants : aller retour Bron-Rouen dans la journée avec un seul chauffeur, sans pause ...

Un peu gêné aux entournures, le directeur des soins admet qu'après avoir été alerté par FO sur les conditions de ce transfert et avoir effectué les recherches, il a constaté à son grand étonnement, que si "la législation impose des contraintes en temps de conduite à un routier qui transportent des cageots de légumes, la seule obligation qu'elle prévoit pour le transport de patients est la présence de 2 personnes à bord de l'ambulance. Donc puisque nos patients sont accompagnés un seul chauffeur suffit." Ajoutant qu'il n'a "aucun moyen d'imposer des contraintes supplémentaires aux transporteurs privés".

Nous prendrait-il pour des gogos ? Le transporteur privé, comme tout commerçant, fournit ce qu'on lui demande à condition qu'on le paie. S'il n'y a qu'un chauffeur dans le véhicule, s'il le trajet s'effectue sans pause, c'est donc qu'il a décidé de ne payer que pour cela.

Dans tous les cas de figure, Force Ouvrière exige que **les transferts continuent à être effectués dans le cadre du service public, avec 2 soignants accompagnants**, seul moyen de garantir des conditions dignes et sécurisées tant pour les patients que pour les soignants.

Si vous êtes confrontés à des problèmes de cette nature, n'hésitez pas à faire appel à la permanence FO (postes 5320 et 3739) et si nécessaire à consigner les situations posant problème sur le registre du CHS/CT.

Caméras de Revol. : La direction répond point par point aux questions de FO :

- **existe-t-il des enregistrements et qui les visionnent ?**

"Un enregistrement est effectué sur carte mémoire, il n'est visionné que si un événement a été signalé pendant la nuit concernée, dans ce cas, les seules personnes qui visionnent sont le DG ou le directeur des services techniques."

- **ont-elles été déclarées à la CNIL ?**

"Non, parce qu'il ne s'agit que d'une extension du dispositif existant qui avait été déclaré"

- **pourquoi n'ont-elles pas fait l'objet d'une information auprès des personnels et de leurs représentants ? pourquoi ne sont-elles pas signalées dans les "zones surveillées" ?**

"L'objectif fixé par le DG étant d'identifier le rodeur, toute publicité aurait été contre productive."

- **quand vont-elles être enlevées ?**

"Dès les conclusions de l'enquête de police en cours"

Pour FO, la priorité du DG consistait non pas à identifier le rodeur, ce qui relève de l'enquête de police, mais à assurer la sécurité des agents placés sous ses ordres ce que le lui impose le statut et donc mettre en place les mesures adaptées en ce sens, comme FO l'avait demandé par courrier.

Dans cette logique, il aurait été mille fois plus efficace de renverser l'argument du DG et **de faire au contraire un maximum de publicité sur la mise en place des caméras en constituant ainsi une dissuasion contre les intrusions.**

Comme l'ont démontré les faits puisque depuis que leur présence est connue, il n'y a plus de signalement d'incident de ce type. La position de FO ne varie pas d'un iota après les explications de la DG : **Nous sommes pour la sécurisation du bâtiment pas pour filmer les agents à leur insu.**

Buanderie : La direction indique avoir commandé un diagnostic du bâtiment portant sur 2 volets :

- la solidité de la structure d'une part, et, au cas où le résultat ne serait pas celui qu'elle attend ...
- ses performances énergétiques !

Tout cela est cousu de fil blanc. Les collègues de la buanderie, dont pas un ne manquait à l'AG du 18 octobre, ont réaffirmé leur détermination : comme l'immense majorité des collègues ils veulent le maintien de la buanderie, de toutes ses missions, de tous les postes. Ils savent pouvoir compter sur FO pour défendre cette revendication, comme les autres revendications.

La discussion de ce CTE ce 18 octobre confirme la justesse de la plate-forme revendicative adoptée par l'AG dans la foulée ce jeudi 18 à 13h30, et que nous n'avons pu présenter au DG, faute de combattant. Gageons que nous pourrons le faire lors du conseil de surveillance, ce mercredi 24 octobre. C'est pourquoi Force ouvrière appelle, comme

l'ensemble des syndicats de l'établissement à une nouvelle **Assemblée Générale** ce

Mercredi 24 octobre à 14h30
(Hall du centre social)